



## PCF et la dictature du prolétariat

# Au-delà des formules

François Turquan

Entériné à l'unanimité par le Comité central, l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat dans le projet de texte soumis au débat du 22<sup>e</sup> congrès continue à faire couler beaucoup d'encre. Les commentateurs s'interrogent sur la portée de cet événement et sur son caractère, interprété suivant les cas comme purement tactique ou comme révélateur de changements profonds.

Nous avons rappelé la semaine dernière qu'à notre sens il s'agissait essentiellement, pour la direction du PCF, de mettre en accord les textes avec la réalité, c'est-à-dire avec une stratégie néo-réformiste qui s'est vue progressivement précisée depuis plusieurs mois.

Ce dernier virage tactique, qui s'est accompagné d'une appréciation plus critique sur l'exercice des libertés dans les pays socialistes, marque la volonté du PCF de saisir toutes les occasions s'offrant à lui pour se présenter avec éclat comme « **le parti des libertés** » et lui permettant de concurrencer sur ce terrain le parti socialiste. Le maintien de son influence électorale et l'affirmation de ses prétentions à l'exercice du pouvoir dans le cadre du régime politique actuel sont à ce prix. Ce tournant idéologique, dont l'avenir nous révélera la profondeur, n'a pas pour autant été pris une fois le débat mené à son terme dans le parti ; il a été « **enregistré** » par le Comité central avant même le congrès. Ainsi la direction du PCF préconise, pour l'ensemble de la société, le plein usage de règles démocratiques qui ne sont pas respectées dans sa propre organisation.

Il est rare que des problèmes théoriques comme celui de la dictature du prolétariat soient évoqués aussi largement, notamment dans une presse qui a d'ordinaire d'autres sujets de prédilection. Puisque la question est d'actualité, profitons-en pour l'examiner sur le fond...

Un des plus graves dangers qui menacent une doctrine révolutionnaire est d'y voir les concepts transformés en dogmes, et le fétichisme des mots s'y substituer à l'analyse. Dans la plupart des courants contemporains d'inspiration marxiste — ou qui se prétendaient tels —, le concept de dictature du prolétariat est devenu une formule rituelle, un signe distinctif, un label révolutionnaire. Pour ne pas se voir accolé l'épithète injurieuse de « **réformiste** », des hommes comme Léon Blum il y a cinquante ans,

ou Michel Rocard voici quelques années, prêtèrent allégeance à cette formule. Vidée de tout son sens dans le mouvement communiste par le stalinisme, la référence à la dictature du prolétariat est devenue dans de larges secteurs de l'extrême gauche une incantation, un signe de fidélité à une notion figée, extérieure à l'analyse politique et historique.

La conception originelle de la dictature du prolétariat, celle de Marx, celle du marxisme vivant, n'a rien à voir avec les mythologies stalinienne ou groupusculaires. Elle s'appuyait sur la réalité, elle découlait de l'analyse des situations concrètes auxquelles la classe ouvrière s'est vue confrontée au siècle dernier, dans les phases les plus aiguës de sa lutte contre la bourgeoisie. C'est à chacune de ces étapes, chaque fois que le problème de la conquête et de l'exercice du pouvoir s'est vu posé aux travailleurs, qu'elle a été précisée ou modifiée. C'est dans le cours de sa réflexion sur les révolutions de 1848 que Marx commence à l'élaborer. C'est à la lumière de l'expérience de la Commune qu'il en achève la définition.

Face à l'illusion réformiste, Marx démontre que l'Etat bourgeois, ce « **pouvoir spécial de répression** » garantissant la domination du capital, ne peut être utilisé par la classe exploitée pour assurer son émancipation, qu'il doit donc être brisé. Face à l'illusion anarchiste, il explique que besoin d'un instrument de répression pour se défendre contre l'ennemi de classe. Cet Etat (ce semi-Etat, dit Engels), déjà engagé sur la voie du dépérissement, mais dont seule l'existence peut exclure le retour au pouvoir de la bourgeoisie, c'est la classe ouvrière constituée en classe dominante et à l'intérieur de laquelle règne la plus large démocratie ; dictature du prolétariat et démocratie ouvrière sont indissolublement liées chez Marx, pour qui la dictature ne représente qu'une forme provisoire d'exercice du pouvoir, un simple moyen lié aux conditions concrètes de la lutte, et non un principe permanent.

Une nouvelle vague révolutionnaire allait reposer le problème : mais à la « dictature démocratique » des masses populaires organisées en Soviets, définie par Lénine à partir d'avril 1917 et qui s'imposait en octobre, la guerre civile, en broyant une classe ouvrière déjà minoritaire, substitua une dictature étroite, centralisée, de type jacobin, dont la démo-

cratie soviétique ne constitua plus dès lors qu'une façade idéologique. La théorisation de cet état de fait par les communistes russes aboutit à une nouvelle conception de la dictature du prolétariat, où à l'ensemble de la classe ouvrière se substituait son « avant-garde », elle-même réduite ensuite au seul parti communiste. En 1923, la résolution du 12<sup>e</sup> congrès du PC russe, affirma que « **la dictature de la classe ouvrière ne peut être réalisée autrement que sous la forme de la dictature de son avant-garde dirigeante, c'est-à-dire le parti communiste** ». Cette conception, qui remplaçait l'hégémonie exercée par la majorité exploitée sur la minorité exploiteuse par la domination autoritaire d'une minorité « éclairée », s'imposa dans le mouvement communiste et survit encore aujourd'hui dans certaines sectes d'extrême gauche. Nous laissons à ces dernières le soin de reprendre le flambeau des mains du dernier révisionniste en date, le PCF.

Nous ne pouvons en effet que refuser « cette » dictature du prolétariat, qui n'est en fait qu'une dictature bureaucratique. Tout comme la démocratie bourgeoise, elle s'oppose de façon absolue à la démocratie ouvrière, c'est-à-dire à la forme même sous laquelle peut s'exercer l'hégémonie politique de la classe ouvrière. La démocratie ouvrière est la

condition **sine qua non** du succès durable d'une révolution socialiste et de l'autogestion. Elle suppose que participe à la lutte révolutionnaire la majorité, non seulement de la classe ouvrière, mais également de tous les travailleurs exploités par le capitalisme, gagnés au combat de la classe ouvrière et librement associés à elle. Elle implique l'exercice du pouvoir à tous les niveaux par cette majorité elle-même — et non par sa seule « avant-garde » ou par ses représentants « historiques ». Elle repose sur la libre organisation des masses ouvrières et populaires, le plein usage de toutes les libertés et la limitation de l'emploi de la contrainte physique aux seuls ennemis de classe irréductibles — intérieurs et extérieurs. Elle est la base de l'autogestion. Sans cette « **démocratie sans limites** » dont parlait Rosa Luxemburg, la dictature du prolétariat ne peut que devenir dictature sur le prolétariat, et l'hégémonie politique de la classe ouvrière une formule creuse recouvrant un nouveau type de domination sur les travailleurs.

François TURQUAN ■



## Le gouvernement des producteurs eux-mêmes

Victor Leduc

L'analyse marxiste de l'Etat, on le sait, révèle son caractère de classe. L'Etat est institué dans les sociétés de classe pour assurer la domination de la classe qui possède les moyens de production essentiels. Marx tirait de cette analyse plusieurs conclusions : d'abord que, dans une société sans classes, l'Etat, instrument de domination d'une classe sur les autres, doit disparaître avec la disparition de l'antagonisme des classes. L'idée que l'Etat doit inévitablement tomber avec la domination de classe est constamment exprimée par Marx comme par Engels. Engels s'exprime là-dessus sans aucune ambiguïté : « **La société qui réorganiserait la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguerait toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des**

antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze ».

L'Etat n'est pas aboli, il dépérit, il est absorbé par la société. « **Il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir est précisément le résumé officiel de la société civile** » (Marx). Lénine a maintenu dans l'Etat et la révolution la théorie du dépérissement de l'Etat. La deuxième conclusion de l'analyse marxiste de l'Etat, liée à la théorie de la lutte des classes, c'est que la classe ouvrière doit conquérir le pouvoir politique, le pouvoir d'Etat, pour assumer, transformer les structures démocratiques de la société. A la lumière des expériences révolutionnaires de 48 à 71, Marx va plus loin : il dira que le prolétariat doit briser la machine bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois, établir sa propre dictature, définie comme une tran-

sition politique. « **Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci, à quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat** » (Marx, Critique du programme de Gotha).

Quel est le contenu de cette dictature du prolétariat ? Marx a vu dans l'ensemble de la Commune « **la forme politique enfin trouvée** » : armée, police et bureaucratie de l'Etat bourgeois sont supprimés. L'armée permanente est remplacée par la milice populaire, la police est devenue un service public. Fonctionnaires et délégués de la Commune sont élus au suffrage universel, révocables, et liés par man-

dat impératif. La hiérarchie est exclue tant au niveau des salaires qu'à celui de la fonction. Ainsi Engels s'écriait : « **Eh bien Messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat !** ».

Ce concept de dictature du prolétariat dont on a fait un monstre, dont l'histoire a fait un monstre, retrouve chez Marx son véritable sens : le gouvernement des producteurs eux-mêmes, qui n'est plus un Etat, au sens propre, un « semi-Etat », dira Lénine.

**Victor LEDUC** □